

DURAND, aîné,
Directeur-général.
JACQUET, gérant responsable.

PRIX DE L'ABONNEMENT.
Pour un an, 40 fr. pour toute la France et 42 fr. pour l'étranger.
Pour six mois, 6 fr. pour la France, 7 fr. pour l'étranger.
Les abonnements datent du 1^{er} et 4^e de chaque mois.

LE PÈRE DU PEUPLE

Journal politique hebdomadaire.

On s'abonne :

A la direction générale rue de Poisy, 11, à Lyon; — Paris, rue des Postes, 45, et dans chaque canton de la France, chez les Directeurs de la société du Père du Peuple.

Les annonces agréées sont insérées à raison de 25 cent. la petite ligne.

Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO.



AVIS TRÈS IMPORTANTS.

Le citoyen J.-B. Gondy, étant maintenant étranger à l'administration du journal, nos inspecteurs et directeurs sont instamment priés d'adresser leurs lettres et paquets à M. Durand aîné et C^{ie}, directeur-général.

(Les lettres non affranchies sont refusées.)

Nous nous empressons de porter à la connaissance de ceux des actionnaires qui n'ont pas retiré leurs actions, qu'elles sont encore au registre à souche et que nous les tenons à leur disposition.

Nous publierons très incessamment, sitôt après notre arrivée à Paris, les statuts modifiés.

Le Directeur général,
DURAND aîné et C^{ie}.

Toutes les personnes, employés ou actionnaires de la Société du journal le Père du Peuple, qui auraient des réclamations à faire à l'administration, sont invitées à les adresser dans le délai de quinze jours, à partir de ce jour, passé lequel délai toutes réclamations seront non avenues.

Que les temps sont changés ! Aujourd'hui nous avons beau chercher la révolution, nous ne la retrouvons nulle part. La révolution n'est plus qu'un pâle souvenir de ce que nous avons été, et ce souvenir même, nous ne l'aurions plus déjà, si des lois réactionnaires ne se chargeaient de nous le rappeler.

La cause cachée, mais réelle de la révolution de février, c'était un profond malaise social; le principe avoué, contesté mais victorieux, a été le droit de réunion. Nul ne l'ignore, et les hommes du pouvoir et de l'Assemblée nationale le savent aussi bien, sinon mieux que nous.

Les lois de septembre, où le génie du despotisme et de l'astuce s'est complu à nous forger des entraves, nous avaient étreints durant douze longues années; ces lois qui, après avoir essayé sur la pensée parlée le système cellulaire, l'avaient appliqué plus tard à la personne des victimes politiques, ces lois iniques et barbares avaient pesé de tout leur poids sur la pensée écrite. Le droit de réunion et la liberté de la presse en un mot avaient été immolés; mais, comme toute chose éternelle, le droit ne mourut point. Les lois de la tyrannie furent fatales à leurs auteurs; la victime se releva tout-à-coup sous le pied qui l'écrasait, et la révolution de février, au nom des banquets réformistes, renversa tout cet échafaudage de lois exceptionnelles, ensevelissant sous ses débris les fragiles états des royautes.

La proclamation de la République était donc le cri de liberté, le bris de nos chaînes, l'heure suprême de l'affranchissement. C'en était donc fait de tous les moyens d'iques répressions, des arrêts du privilège et du monopole s'en allant avec la corruption qui les avait vus naître.

Oh ! non, nous nous étions trompés !

L'intervalle qui nous sépare de la révolution n'a

été qu'un moment de répit indispensablement accordé aux combattants de toutes les révolutions.

Aujourd'hui, la République revient aux errements du règne qu'elle a détruit, sans songer que les mêmes causes amènent les mêmes effets. Peuple, tu le sauras désormais, ton assemblée souveraine l'a décrété; armé ou non armé, tu ne peux plus te réunir; comme aux beaux temps des monarchies, les attroupements, même inoffensifs, sont défendus. Il n'existe qu'une légère différence entre le présent et le passé, c'est que le contrevenant républicain est gratifié de quelques mois de prison de plus que ne l'était le sujet des rois.

Mais il n'y a pas de fait accompli sur lequel on ne puisse un jour ou l'autre revenir. Nos hommes de souveraineté ne doivent point l'ignorer, et nous ne doutons point qu'à propos d'un fait d'un autre genre qu'ils se proposent également d'accomplir, d'énergiques réclamations leur rappellent leur origine et le SUPRÊME SOUVERAIN dont ils tiennent momentanément le pouvoir.

Nous voulons parler de la liberté de la presse et du rétablissement projeté du cautionnement des journaux.

Nous nous contenterons pour aujourd'hui de dire à nos hommes d'Etat :

Que la révolution de février est la sanction de toutes les libertés humaines ;

Que la République est l'affranchissement de toutes les entraves, soit du corps soit de la pensée ;

Que le cautionnement des journaux étant de fait une entrave à l'émission de la pensée écrite et non une mesure fiscale, comme on le prétexte, le rétablir c'est violer une liberté précieuse conquise au prix du sang, c'est mentir à la révolution pour la trahir ensuite ;

Que nos bras et nos cœurs seront là pour arrêter à temps le sacrilège ;

Et que s'il nous faut combattre encore, nous aurons encore le peuple derrière nous et avec nous !
F. D.

Nous conseillons au pouvoir de ne pas fournir à ses ennemis, comme il le fait trop souvent, des armes pour le combattre.

Le seul souverain, c'est le peuple.

Le peuple, ce sont les électeurs, c'est tout le monde par le suffrage universel ;

Les électeurs nomment pour représentant celui qui leur convient.

Louis Napoléon a été nommé par les électeurs, par le SOUVERAIN,

Toutes lois d'exception, toute opposition, toutes récriminations doivent disparaître devant le choix du SOUVERAIN.

Les hommes d'Etat sont mal venus à parler de division de souveraineté.

Ils nous comprendront.

M. Goudchaux, qui a été ministre des finances a dit dernièrement :

« L'état passera par un état de choses que je ne

veux pas vous dépeindre. Le sol nous est maintenant très mince. J'ai jeté la sonde, je pourrais vous en dire la profondeur, je ne vous le dirai pas parce que je ne veux pas trop vous effrayer. Mais je vous déclare la main sur la conscience, que le sol qui est sous nous est très mince; nous avons à nous hâter. »

La France, d'un bout à l'autre, crie dans ce moment au pouvoir d'aviser, sans quoi il est certain que nous périrons tous.

Il est temps que le gouvernement s'occupe des moyens de relever le crédit, car le nombre des maisons en suspension de paiements sur la place de Paris, qui, à la fin d'avril, s'élevait à quinze cents, s'élève aujourd'hui à près de six mille.

Un journal annonce que l'assemblée est décidée à nommer elle-même le président. C'est une usurpation du genre de celle de l'Hôtel-de-Ville en 1830, du Palais Bourbon de la même année, de l'Hôtel-de-Ville de 1848. Quant à nous, s'il en est ainsi, nous dirons comme Mirabeau : « Nous jurons de ne pas obéir. » Sans la désignation du peuple, il n'y a rien de possible que le chaos.

Nouvelles diverses.

— Par arrêté de la commission du pouvoir exécutif, la suspension ou la cassation des sous-officiers ne pourra plus être prononcée que sur l'arrêt d'un conseil d'enquête, formé d'un chef de bataillon, d'un capitaine, d'un lieutenant, d'un sous-lieutenant, et d'un sous-officier.

Les officiers, membres du conseil, n'appartiendront pas à la compagnie de l'inculpé; le sous-officier ne pourra pas lui être inférieur, ou moins ancien en grade.

— La commission de l'instruction publique vient d'arrêter les bases d'un projet de décret portant que l'enseignement primaire sera obligatoire pour tous les enfants dans le ressort de la République.

— La Commission de la constitution poursuit activement ses travaux. Elle a admis en principe le maintien du traitement pour les ministres du culte.

Une circulaire du ministre de l'intérieur porte qu'aucun réfugié ne pourra venir à Paris pour y fixer sa résidence, s'il n'en a préalablement obtenu l'autorisation du ministre lui-même.

— Le gouverneur général de l'Algérie vient de décider que, dès à présent les engagements volontaires pourraient être contractés en Afrique.

— Tous les consuls et agents consulaires qui se pressaient complaisamment à Paris viennent de recevoir du ministre des affaires étrangères l'ordre de retourner immédiatement à leurs postes.

— Des détachements de Polonais, repoussés de l'Allemagne, sont rentrés en France.

— M. Laity, ancien lieutenant des pontonniers, impliqué dans l'affaire de Strasbourg, et condamné, il y a quelques années, par la cour des pairs, pour une brochure politique, a été arrêté à son domicile, ainsi que deux personnages soupçonnés d'être les instigateurs d'un mouvement bonapartiste.

— On lit dans un journal de Saintes :

« Voici ce qui s'est passé à Gemozac pendant les élec-

tions. Tous les paysans arrivaient portant, attaché à leur chapeau, leur bulletin écrit en grosses lettres, sur lequel on lisait *L. Napoléon. Vive l'Empereur! A bas la République!* Au près du bureau on voyait un enfant portant une perche au bout de laquelle était appendu un écriteau où on lisait : *Vive l'Empereur!* Toute tentative pour faire disparaître ces signes de manifestation eût été dangereuse et impossible à réaliser. Plus de 2,000 paysans se seraient rués sur celui qui en aurait eu le courage.

« Plusieurs collisions ont eu lieu, nous assure-t-on, dans divers cantons. Des électeurs combattant la candidature de L. Napoléon, n'ont dû leur salut qu'à la fuite. »

— Une ordonnance de police porte qu'à compter de vendredi, 16 juin, le prix du pain dans Paris est fixé ainsi qu'il suit, savoir : le pain de première qualité, 27 centimes le kilog.; le pain de deuxième qualité, 20 centimes le kilog.

— Le recensement des ateliers nationaux a donné pour résultat un effectif de 108,000 travailleurs. On n'a pas compris dans ce chiffre 6 à 7,000 ouvriers qui avaient été embrigadés sur des attestations de commissaires de police sans avoir été inscrits aux mairies.

— Trois anciens ministres de Louis-Philippe, MM. Hébert, Cunin-Gridaine et Jayr, sont fixés depuis quelque temps à Bruxelles. M. le général Trézel réside également à Bruxelles, où se trouve aussi le lieutenant-général Jacqueminot. Il serait curieux de dresser une liste exacte des étrangers de distinction qui, depuis les événements de février, se sont établis en Belgique, et notamment à Bruxelles; on y trouverait bien des noms historiques.

— Le duc de Bordeaux, accompagné de son épouse, a quitté sa résidence de Frochdorff (Autriche); nous croyons avoir de bonnes raisons de croire que Londres est la destination des touristes royaux.

(Morning-Post.)

Est-ce Londres ou Paris?

— On assure que la bombarde le *Volcan*, qui arme à Brest pour être envoyée aux Antilles, où elle restera en station sera installée pour servir d'école aux jeunes nègres affranchis qui se destineront à la marine.

— Le 6, à Alger, un condamné au boulet a voulu forcer la consigne du factionnaire placé à la sortie des voûtes de l'amirauté. Le factionnaire lui dit d'abord : On ne passe pas! Le condamné l'injurait grossièrement, se précipita sur lui pour le désarmer, une lutte fut engagée, et le factionnaire en le repoussant lui dit : Je vous dis qu'on ne passe pas, ne violez pas la consigne! Alors, furieux, le condamné voulut de nouveau le désarmer; dans ce moment extrême, le factionnaire a fait feu, c'était son droit, de plus son devoir. Le condamné est tombé raide mort.

— Jeudi dernier entre six et sept heures du soir, un couvreur, nommé Bourgeot, occupé avec plusieurs ouvriers de sa profession, à découvrir le dôme de la chapelle de Sainte-Anne, à Dijon, est tombé d'une très-grande hauteur; mais heureusement, il a rencontré dans sa chute un des bas-couverts, duquel il est tombé ensuite sur un toit inférieur. Là, il a conservé assez de présence d'esprit et d'adresse pour se cramponner au toit même, près de faire une dernière chute, qui eût pu rendre l'accident beaucoup plus grave encore. Descendu sur les épaules de l'un de ses camarades, il a été immédiatement transporté à l'hôpital. On espère non-seulement qu'il reviendra à la santé, mais qu'il pourra continuer son état. Il n'avait aucune fracture ni aux bras ni aux jambes; il souffrait surtout d'une très-violente douleur aux reins.

— Quelques désordres ont éclaté hier à Givors; plusieurs postes de la garde nationale ont été désarmés par des bandes de factieux. hier matin M. Martin Bernard et M. le procureur-général sont partis avec un escadron de dragons et un bataillon de troupes de ligne.

— De nouvelles arrestations ont été opérées à l'occasion des faits qui déjà avaient motivés les mandats décernés contre MM. Persigny et Laity. On a saisi plusieurs pièces qui ont été placées sous le scellé.

— Plusieurs citoyens, munis d'autorisations signées par le juge-d'instruction, pour voir les prisonniers de Vincennes, n'ont pu communiquer avec les détenus, ni dimanche, ni aujourd'hui. On leur a montré une liste de cinq individus seulement admis à pénétrer dans le donjon.

— On dit que M. Blaise, nouveau directeur du Mont-de-Piété, a l'intention de supprimer les commissionnaires, et de les remplacer par des bureaux d'engagement qui fonctionneraient gratuitement et feraient les engagements sans augmentation de prix.

— Les journaux judiciaires annoncent encore aujourd'hui la vente aux enchères des vins provenant des caves de l'ex-roi. Il s'agit de 49,000 bouteilles de crus de toutes sortes dont la notice se distribue chez le commissaire-pri-seur.

— L'on contestait beaucoup à la Chambre l'authenticité de la lettre annonçant la démission de Louis-Bonaparte.

— L'on disait aussi que le citoyen Lamartine n'avait pas renoncé encore à donner sa démission.

— Une lettre de Paris, adressée à la *Gazette d'Augsbourg*, dit qu'à son dernier voyage à Paris, lord Holland, ami particulier de Louis-Philippe, se serait procuré les moyens de pénétrer dans les Tuileries et de reprendre des papiers importants cachés dans un lieu dont l'ex-roi avait seul le secret.

— La commission du pouvoir exécutif vient de nommer, dit-on, des commissaires qui devront procéder, sous peu de jours, au recensement de la population de la France. Cette mesure est prise en vue de donner à la commission de constitution les moyens de composer les divers collèges électoraux et de déterminer le nombre des députés à élire.

— On était persuadé hier que le prince Louis Napoléon était arrivé hier à Paris, et il paraît que la garde nationale de Montmartre avait déjà résolu de le nommer colonel en remplacement de M. d'Alton-Shée, qui a donné sa démission de son grade lorsqu'il a appris que M. Thiers avait obtenu plus de voix dans son arrondissement que lui comme colonel.

— Un envoyé du congrès démocratique de Prague vient d'arriver à Paris. Il a pour mission de s'entendre avec le gouvernement de la République française au sujet des intérêts du peuple slave.

— La perception de l'impôt de 45 centimes soulève dans plusieurs provinces des désordres graves. A Guéret, une collision sanglante vient d'éclater; plusieurs communes avaient refusé l'impôt, avec menace de mort contre quiconque le payerait; les agents du fisc, secondés par la gendarmerie, se saisirent des quatre plus mutins. Cette nouvelle exaspéra les communes : 5 à 600 paysans armés vinrent demander leurs prisonniers. Après plusieurs pourparlers inutiles, la lutte s'engagea; 15 de ces malheureux tombèrent sous une décharge de la garde nationale; la gendarmerie acheva leur déroute. Le calme, rétabli un instant, ne sera pas de longue durée : six communes marchent en armes sur Guéret pour venger leurs frères. Le rappel bat de tous côtés.

— On lit dans le *Précurseur* d'Angers :

Deux ouvriers du chemin de fer, Flonier et Jonet, ont tenté d'y provoquer le trouble. Ils ont été arrêtés.

Par injonction du préfet de la République, ces deux ouvriers ne seront plus employés sur les ateliers du chemin de fer. Cette décision sera mise à l'ordre du jour des ateliers.

— Montauban, 14 juin : 300 hommes du 65^e de ligne sont partis cette nuit pour Miramont (arrondissement de Moissac). On craignait quelques désordres pour demain jour de foire.

— On lit dans le *Courrier de la Gironde*, à Bordeaux :

Quelques troubles ont éclaté dans le Médoc, relativement à la perception de 45 centimes. A Vertueil, le percepteur a fait opérer des saisies, mais lorsqu'il s'est agi d'enlever les objets saisis pour les vendre, la population est accourue et a forcé les agents du fisc à se retirer.

A St-Estèphe, on a affiché sur l'arbre de la liberté un placard surmonté de deux drapeaux noirs, sur lequel était écrit des menaces de mort contre tout individu qui acquitterait l'impôt extraordinaire de 45 centimes.

— M. Lalanne, directeur des ateliers nationaux, vient de remercier une centaine d'employés des ateliers.

— On annonce positivement aujourd'hui que M. Thiers a opté pour le département de la Seine.

— Le gouvernement vient, dit-on, de décider qu'une enquête administrative aurait lieu au sujet des troubles de Guéret. On assure que dans ce but une commission administrative va partir pour ce département.

— On assure que d'après le projet du ministre de la justice que le cautionnement des journaux périodiques à Paris qui était autrefois de 100,000 fr., sera désormais de 20,000 fr.; et que les autres cautionnements seront réduits dans la même proportion tant pour les journaux de Paris que pour ceux de la province.

— On dit que le ministre de la guerre va nommer une commission supérieure pour examiner la situation des lieutenants-généraux mis à la retraite par le décret du gouvernement provisoire et désigner ceux d'entre eux qui auraient des droits à être remis en activité.

— Le gouvernement a reçu la nouvelle officielle de l'arrivée à Tunis du *Minos*, qui porte notre nouveau consul-général M. Marreschau. On sait que ce bâtiment est offert en présent, par la République, au bey de Tunis.

— Le roi de Sardaigne a, dit-on, fait savoir qu'il n'accueillerait aucun corps de volontaires formé à l'étranger pour défendre la cause de l'Italie. Cet avis se rattache principalement à la formation d'une légion italienne qui se poursuivait à Paris. Quelques faiseurs de rapprochements remarquaient hier que le premier appel fait à Paris pour la formation d'une légion italienne était signé d'un des officiers qui ont pris part, avec le prince Louis, à l'affaire de Strasbourg.

— Il n'est pas probable que l'Assemblée nationale puisse s'occuper encore demain de la grande question des chemins de fer qui est ajournée constamment depuis trois semaines. On ne croit pas que la question soit discutée avant mardi ou mercredi prochain.

— On assure que le remplacement de M. le général Clément Thomas a été agité au sein de la commission exécutive. Mais on aurait remis à statuer jusqu'à la prochaine arrivée du général Changarnier.

On lit dans le *Moniteur Universel* :

« Le vice-amiral Baudin, commandant en chef les forces navales françaises dans la méditerranée, a adressé l'ordre du jour suivant aux marins de l'escadre placés sous ses ordres :

« Vaisseau le *Friedland*, rade de Naples, 4 juin 1848.

« Marins de l'escadre,

« Il y a six semaines, lorsque nous sommes arrivés à la Spezzia, je vous ai recommandé de redoubler de soin pour que votre conduite fit honneur à la république française et à vous-mêmes dans les pays étrangers où vous alliez paraître.

« Ma confiance en vous n'a pas été trompée et je suis heureux de vous faire connaître les honorables témoignages qui vous ont été rendus à la Spezzia et à Livourne.

Voici ce qu'écrivit le vice-consul de France à la Spezzia :

« Il ne m'est parvenu que des éloges sur la conduite mesurée et la parfaite honnêteté des équipages de l'escadre française. Leur conduite dans les restaurants, cafés et autres établissements publics qu'ils ont fréquenté, leur a acquis les sympathies de tous, au point qu'après leur départ, on n'entendait, à la Spezzia, que le cri de : *Vivent les Français!* »

« Voici maintenant ce qu'a imprimé à votre sujet le *Courrier de Livourne* :

« Pendant la station de plusieurs jours que l'escadre française toute entière a faite sur notre rade, un grand nombre de ses marins ont communiqué avec la ville, et nous devons rendre cette justice à leur discipline et à leur bonne conduite, qu'ils n'ont pas donné lieu à la plus légère plainte; les sentiments de la fraternité la plus cordiale ont toujours animé leurs rapports avec nos concitoyens.

« Marins de l'escadre! sachez toujours mériter de tels éloges; qu'ils soient la plus digne récompense de votre bonne conduite! En honorant la France chez les nations étrangères, en y faisant aimer et respecter le nom français, vous gagnerez des cœurs à votre patrie; ce sont des conquêtes plus sûres que celles de la force. »

— On lit dans *l'Impartial de Rouen* :

Un voyageur arrivé d'Eu nous a rapporté ce qui suit : Le nouveau régisseur du château a supprimé les trois quarts des ouvriers et abaissé les salaires. Aussi est-il peu aimé.

On vient de faire l'inventaire de tous les meubles ; les tableaux sont marqués à la craie. La ville d'Eu craint qu'on ne démeuble le château, dont les visiteurs, toujours de plus en plus rares, font aujourd'hui toute sa ressource.

Nouvelles étrangères.

ESPAGNE.

Les journaux conservateurs s'applaudissent de l'aspect de plus en plus flateur, disent-ils, que leur offre l'Espagne ; les nouvelles leur paraissent chaque jour plus satisfaisantes. Et cependant les arrestations continuent et viennent sans relâche remplir le vide fait dans les cachots de la monarchie par les déportations. On a emprisonné encore une dizaine de personnes ces jours derniers. Aussi les progressistes qui tiennent à conserver leur liberté se cachent-ils ou cherchent un asile à l'étranger.

D'un autre côté les entreprises des carlistes sont loin de devenir plus rares et moins dangereuses. Les journaux de Madrid, il est vrai, et des autres parties de l'Espagne, s'efforcent de cacher ou d'atténuer la vérité, mais nos correspondances particulières nous disent assez, comme nos lecteurs peuvent s'en apercevoir, que le désordre augmente plutôt qu'il ne diminue.

— Le secrétaire de la légation espagnole à Berne vient d'arriver à Madrid de retour d'un voyage qu'il avait fait à Vienne. Il a porté, dit-on, la nouvelle du rétablissement des relations entre l'Espagne et l'empire d'Autriche.

— M. Landero, ancien ministre de la justice, vient de mourir à Madrid.

— Une correspondance de Ceuta parle de la découverte qui aurait été faite d'une conspiration qui tendait à soulever tous les présides. Cette conspiration aurait été étouffée... dans le sang, suivant les us et coutumes monarchiques.

On écrit de Catalogne :

La bande d'Estartus n'a pas encore renoncé au blocus d'Olot et tient cette localité presque sans communications avec le voisinage. Des bandos ont été affichés dans les lieux voisins, portant défense d'entrer ou de sortir sous peine d'être fusillé. Hier un homme se hasarda à sortir, il fut saisi et on le fit mettre à genoux pour être fusillé. Il obtint cependant sa grâce à force de prières et surtout en payant un rachat de deux onces qu'il fut même obligé d'emprunter. Je vous cite ce fait en passant comme assez caractéristique : Je pourrai vous en citer dix autres de ce genre.

Il ne faut pas croire cependant que les carlistes nous tiennent dans cet état sans éprouver quelques pertes : c'est ainsi qu'hier encore un carliste a été tué à une heure d'Olot, un autre a été fait prisonnier et un troisième qui s'était échappé est mort aujourd'hui même de ses blessures.

Les travaux de la grande route ont repris, grâce à la protection d'un détachement de troupes.

J'apprends à l'instant même que les carlistes viennent de lever le blocus d'Olot. Cette décision de leur part doit être attribuée probablement à la nouvelle qu'ils ont reçue que plusieurs colonnes s'étaient réunies et se préparaient à les attaquer.

Ils auront été probablement faire quelques coups de main ailleurs.

PORTUGAL.

— On écrit de Lisbonne :

« M. Maurin, français, imprimeur-lithographe à Lisbonne, avait dans sa boutique, un cadre contenant les portraits des membres du gouvernement provisoire de France. On est entré de force dans sa boutique, et on a jeté à terre le cadre sur lequel on a marché et craché dessus. Le fils, âgé de dix-sept ans, un pistolet à la main, a dit aux assaillants que si on l'y forçait il ferait feu. On l'a menacé de violences en l'appelant républi-

cain. Ceci se passait presque sous les yeux du poste de la garde municipale, dont le factionnaire s'est contenté de répondre au jeune Maurin qui se plaignait : On ne vous a pas frappé, vous ne saignez pas, de quoi vous plaignez-vous ?

M. Maurin père a été forcé de fermer sa boutique. Le ministre français n'a pu obtenir encore que l'on poursuivit les coupables. A Oporto, l'hôtel du consul d'Amérique a été assailli deux fois. On a jeté bas les armes d'Amérique, et un américain a été assassiné. Aucune réparation n'a été obtenue. Une escadre américaine est attendue. Ainsi, d'un moment à l'autre, deux escadres républicaines peuvent demander raison à dona Maria. L'occasion sera bonne pour les adversaires politiques de la reine. On imprime clandestinement des pamphlets de manière à discréditer entièrement dona Maria comme reine et comme femme. On n'a pas pu découvrir les auteurs de ces écrits.

(Sentinelle des Pyrénées.)

ANGLETERRE.

LONDRES, 15 juin. — Le *Globe*, qui donnait hier le démenti du départ de l'ambassadeur espagnol à Londres, était mal informé. Il est certain aujourd'hui que M. Isturitz a reçu une communication définitive du secrétaire d'Etat des affaires étrangères, et qu'il est parti pour Madrid dans la soirée de mercredi.

Les journaux s'occupent des scènes indécentes et tumultueuses qui ont lieu depuis deux jours à Drury-Lane. Tous sont unanimes pour flétrir la conduite des perturbateurs, et pour signaler au mépris public les actes et les violences de quelques misérables. Le célèbre Macready qui, lors de ses représentations en France, fut accueilli avec tant de distinction, a protesté énergiquement contre la conduite ignoble de quelques-uns de ses concitoyens à l'égard des artistes français.

— Nous annonçons avec plaisir que M. Olozaga, le célèbre député prog ressiste, est parvenu à se sauver d'Espagne. Il est arrivé hier à Londres, ayant pris refuge à bord du *Trafalgar*, lorsque ce bâtiment a touché à Lisbonne.

(Times du 9 juin.)

— Le comte de Neully, accompagné du duc et de la duchesse de Nemours, ont rendu visite, mardi dernier, à la duchesse de Kent, à Frogmore-House, près Windsor. Le comte de Neully paraissait être en bonne santé quoique très-affaibli.

— Des correspondances de Naples, du 8 courant, annoncent que l'état de siège continue. Tout était calme, malgré l'accroissement de l'irritation contre le gouvernement. Les fonds ont montés, ils sont à 90. Les élections sont négligées, de telle sorte que l'on doute que le parlement puisse s'assembler au 1^{er} juillet. L'escadre française est toujours à Naples, et quant aux relations diplomatiques de la République avec Naples, on dit que le chargé d'affaires était un cerveau brûlé. Pour l'amiral, ils n'ont pas été d'accord sur les dernières affaires.

Le chargé d'affaires a été remplacé, un nouveau ministre va venir, ce qui donne une satisfaction générale.

Les hostilités, à Messine, ont recommencé violemment.

(Times, 17 juin.)

PRUSSE-ORIENTALE.

KÖNIGSBERG, 14 juin. — Nous venons d'apprendre d'un employé du consulat de Russie, que 100,000 Russes sont en marche vers le grand duché de Posen, les troupes se concentrent à 50 milles de la frontière de Prusse, sur la route de Pétersbourg à Varsovie. Cet employé ajoute que les troupes russes mobilisées en Pologne, s'élèvent à 240,000 hommes.

— On lit ce qui suit dans la *Gazette de l'Oder* :

« On nous écrit de Varsovie que la nouvelle venait d'y être publiée dans les rues que l'empereur rendrait un de ces jours un manifeste qui dépasserait les résolutions et les plans les plus hardis des Polonais.

« On donne aussi comme certain que vers le 16 courant les Russes marcheront vers l'occident en trois corps d'armée ; le centre, sous les ordres de l'empereur, marchera sur Vienne ; l'aile droite, sous Orloff, se dirigera vers Berlin ; et l'aile gauche, sous Paskewitch, occu-

pera Cracovie et la frontière de Silésie. Ainsi nous sommes à la veille de grands événements. »

— On écrit de Lemberg, en date du 9 courant, que dans les environs de la Sbrucz, rivière frontière entre la Gallicie sud-est et la Russie, le clergé et les autorités exhortent les paysans à n'avoir pas peur des Turcs s'ils traversaient la Podolie, attendu qu'ils arriveraient non comme ennemis, mais comme alliés.

ITALIE.

MILAN, 12 juin, à trois heures. — Le gros de l'armée de Radetzki, qui était dernièrement à Montagnana, en est parti le 8 au soir, se divisant en trois colonnes. La première s'est dirigée vers Rovigo, la seconde vers Barbarano, la troisième a pris le chemin de Bastia, Montegaldella et Comisano. Ces mouvements, qui semblaient menacer Vicence et Padoue, et qui peut-être aussi masquaient un retour de l'ennemi vers l'Adige, n'ont pas encore donné un indice certain de ses intentions. Le 9 au matin, l'ennemi semblait se préparer à attaquer Vicence ; mais il s'est borné à faire sauter le pont d'Arselesega, déjà miné par les habitants, et de placer un fort corps de troupes entre le fleuve et Vicence ; le reste des Autrichiens paraît s'étendre sur la ligne de Bassano, Feltre et Bellune.

MILAN, 15 juin, neuf heures du soir. — Vicence accablée par le nombre des Autrichiens a été contrainte à capituler. Ce matin, on répandait la nouvelle que le général Durando avait réussi avec l'aide de la population de la ville à repousser l'ennemi ; les nouvelles de ce soir disent au contraire qu'il a dû capituler en promettant que ses troupes ne combattraient pas de trois mois.

Il paraît que l'ennemi marche vers Padoue et si un secours tardait à arriver il ne serait pas étonnant que cette cité eut le sort de Vicence.

La prise de Vicence est un grand malheur, mais un malheur réparable.

L'armée piémontaise tient encore ses fortes positions qu'elle ne pouvait ni ne devait abandonner avant d'avoir coupé les communications de l'ennemi avec le Tyrol. C'est Vérone qui est le but de la guerre, et dans ses campagnes sera probablement décidée la grande lutte. Vérone prise, toutes les cités de la Vénétie sont à nous ; il est fâcheux que nous soyons privés du corps d'armée pontifical, mais sa perte sera bientôt compensée par nos corps réguliers et nos volontaires qui se préparent à marcher où est le péril.

NAPLES, 4 juin. — Aujourd'hui, à six heures, les deux frégates à vapeur *Guiscardo* et *Sannita*, venant de Venise, sont entrées dans le port militaire de Naples ; elles faisaient partie de la flotte italienne qu'elles ont abandonnée, grâce à l'infamie de leurs commandants Pucci et Bucarno.

Les vapeurs *Nettuno*, *Misène* et *Capri*, remorquant trois brigantines marchandes, chargées de trois mille hommes, se dirigent vers la Calabre ; les troupes sont sous les ordres du général Nunziante investi de *l'alter ego*.

Ferdinand II, sorti incognito du palais, s'est rendu au lieu de débarquement où il a harangué les soldats, en leur promettant des récompenses.

Le *Neptune* et le *Misène* se joindront aux vaisseaux de guerre qui sont en croisière sur les côtes de Calabre, pour empêcher le débarquement des Siciliens.

Le *Capri* ayant à bord le général de marine Cavalcanti, après avoir débarqué sa troupe, se dirigea vers Trieste où se trouve la flotte italienne.

L'amiral Baudin, commandant l'escadre française de la Méditerranée, a été décoré, par Ferdinand II, de la croix de Saint-Janvier !...

Fiez-vous à l'étranger.

— MILAN, 15 juin. — Nos affaires sont en bonne voie du côté du Caffaro, Darso, Storo et Condino sont au pouvoir de nos preux guerriers qui poursuivent l'ennemi, lequel s'enfuit à leur approche. Une lettre du 14, de Brescia, assure que la nouvelle y est arrivée que Trente est en révolution ; on y sonne les cloches d'allégresse et d'espérance ; le général Giacomo Durando écrit qu'avec de prompts renforts il pourrait s'avancer dans le Tyrol italien.

— La valeur des troupes pontificales à Vicence ne s'est pas démentie. Depuis 40 heures du matin jusqu'à 6 heures du soir elles résistèrent au feu de plus de 40 mille mousquets, de 103 canons et de plusieurs mortiers, etc.

— D'après une lettre d'Este : environ 40 mille autrichiens avec 8 pièces d'artillerie et 14 mortiers de gros calibre attaquèrent Vicence sur plusieurs points. Nous n'étions en tout que dix mille hommes, et nous avions une faible artillerie. Qu'il vous suffise de savoir qu'au Monte, aux barrières on a fait des efforts héroïques.

On croit que nous avons environ 2 mille morts ou blessés. Les Suisses seuls ont perdu 600 hommes, tant morts que blessés, sept de leurs officiers ont perdu la vie, et quinze ont été blessés. D'Azeglio a été légèrement blessé.

On stipula une capitulation honorable, savoir : que l'armée de Vicence sortirait de la ville avec tous les honneurs militaires, avec armes et bagages, drapeaux déployés et au son de la marche.

On exigea cependant le serment qu'on irait au-delà du Pô ; et qu'on resterait trois mois avant de reprendre les armes contre l'Autriche. La ville devra être traitée comme amie.

Le soir nous partîrions d'Este pour Rovigo, de là nous passerons à Ferrare.

Je crains qu'aujourd'hui les autrichiens n'avancent jusqu'au dessous de Padoue où sont arrivés hier quelques bataillons napolitains.

Padoue a beaucoup de troupes et beaucoup d'artillerie. C'est une ville qui pourrait beaucoup mieux résister que Vicence.

ALLEMAGNE. — THORN, 13 juin. — La plus grande agitation règne ici. Hier, l'état-major a envoyé l'ordre d'armer et d'approvisionner complètement la forteresse sur le champ, et probablement dans quelques jours nous serons assiégés par les Russes, qui ne sont qu'à un mille de nous ; à la frontière l'état-major de Königsberg a accordé à notre état-major un délai de 3 jours.

(Zestung.)

VIENNE, 12 juin. — La noblesse quitte tous les emplois ; elle imite les légitimistes français après la révolution de 1830. On voit chaque jour plus clairement que l'archiduchesse Sophie est à la tête du parti de la noblesse et des Tschéché. 200 étudiants sont partis pour les provinces afin de préparer les élections.

(Gazette de Breslau, 14 juin.)

GRAND DUCHÉ DE POSEN, 11 juin. — Nous apprenons que l'on va préparer en toute hâte près de Kalisch, un camp pour 100,000 Russes. Les troupes sont en marche de la Lithuanie et des provinces limitrophes. Il règne une grande anxiété et même les plus modérés craignent une intervention de la Russie.

(Gazette des Postes de Francfort, 16 juin.)

SAXE. Leipzig, 14 juin. — Des voyageurs partis de Prague hier matin à cinq heures, nous communiquent les nouvelles suivantes, que nous donnons sans pouvoir les garantir. Le parti Tschèque voulait faire une levée de boucliers. Le lundi de Pâques un service religieux fut célébré en plein air : là on se promit solennellement la cause Tschèque. A midi la multitude entra dans la ville et marcha vers l'hôtel du général commandant, probablement pour lui donner un charivari ; mais les grenadiers qui étaient dans la cour sortirent pour disperser la foule, et une lutte s'engagea dans les rues ; il y eut aussi des collisions entre le peuple et les soldats, des barricades furent élevées.

Alors on battit la générale, le général de Widischgrätz accorda un délai pour défaire les barricades. Mais le tumulte augmenta, on tira sur les croisées de l'appartement du général. La comtesse de Windischgrätz qui était à la fenêtre fut blessée à la tête. Alors le prince fit avancer les canons. Un feu terrible commença et dura depuis cinq heures jusqu'à dix heures du soir.

A cinq heures du matin la lutte recommença.

La poste qui devait partir hier matin de Prague n'est pas arrivée.

Le soulèvement de Prague devait être annoncé au pays par des signaux d'alarme, et le lundi de Pentecôte toutes les montagnes étaient illuminées.

(Journal Universel Allemand, 15 juin.)

Economie politique.

(Suite.)

(Voir le n° 39.)

Sans l'instruction, il n'est pas possible d'avoir le moyen d'acquiescer les lumières suffisantes sur un objet que nous ignorons, ou sur lequel nous n'avons pas des connaissances convenables.

L'instruction élémentaire a pour conséquence naturelle, nécessaire, d'améliorer le corps social. — Par la lecture des méthodes, l'ouvrier peut s'éclairer. — Son travail lui devient plus facile. Il atteint sans embarras une perfection qui augmente progressivement son aisance. — De cette aisance, provient une richesse assurée pour l'Etat. — Par là se forme comme une longue chaîne d'améliorations perpétuelles.

L'instruction primaire est au peuple ce que le pain est à la vie. Elle fait connaître à chacun ses devoirs, et le gouvernement qui la repousse, qui n'a point su en faire un privilège populaire, destine à son pays le bouleversement, le carnage et la misère.

Nous remarquons, en général, que le sort de l'ouvrier est loin d'être heureux, s'il ne possède un esprit régulier de travail et d'économie. Néanmoins, il arrive trop souvent que l'hôpital est, pour la majeure partie, l'asile des derniers jours de douleur et d'impuissance. — Consolation qui n'est pas à dédaigner dans l'infortune, mais qui pourrait sans difficulté trouver un autre élément solide et positif, si les classes sociales qui se sentent, se croient, se disent et sont supérieures, savaient s'occuper d'études actives concernant les objets d'utilité générale, à la suite de la littérature, — à côté des séductions historiques, — au sein du charme de l'élocution ; — si la science et ses applications devenaient moins des objets de spéculations sordides ; — si, surtout, des ambitions triviales ne s'attachaient à exploiter les influences des ateliers, pour opérer des séditions en suspendant les travaux !

En ces cas et toujours, l'ouvrier doit céder aux nobles et généreux sentiments du cœur qui font aimer le devoir avant toutes choses.

Sans doute, les bons conseils ne fournissent pas du pain à celui qui n'en a pas et que la faim opprime ; mais ils font passer dans l'âme ces idées d'arrangement qui engagent l'homme travailleur à ne pas détruire, en un seul jour, des produits capables de lui assurer la subsistance pour deux, trois, quatre et plus. — Si la voix de la morale était généralement mieux écoutée, on ne verrait pas certaine catégorie d'ouvriers se jeter, tête baissée, fermant les yeux à la lumière de la raison, se jeter au-devant de tous les embarras de la détresse, du dénûment le plus absolu. On ne verrait pas ces troupes de citoyens pour qui le bien seul est un mal ; — que la fanfaronade, la querelle, le tapage, l'ivrognerie, la débauche, la pensée entraînent dans des excès journaliers, si dégradants pour l'homme ; — si déplorables dans leurs conséquences envers la société !

Cependant, à côté d'eux, figure un spectacle digne d'attention et d'imitation : le noble spectacle de l'ouvrier qui a toujours su conserver, et qui conserve intact, pur, sans aucune tâche de passions honteuses, le sentiment d'un homme sincèrement attaché à l'honneur et à la vertu !

L'ouvrier honnête, qui ne va pas au-delà des besoins de sa position ; — qui s'éloigne des abus ; — qui sait arriver à se créer chaque semaine des fonds de prévoyance : celui-là jouit de la vie avec avantage. — Sa femme et lui sont proprement vêtus. Imitateurs fidèles de leurs exemples, leurs enfants

vont à l'école, en attendant le jour où il leur faudra commencer l'apprentissage ; et, habitués à la vie régulière, ils sont des modèles de vertu. — Fussent-ils plus nombreux !... l'existence sociale ne serait point victime de troubles si fréquents !...

La division du travail a donné, donne et donnera toujours naissance à des découvertes, à des procédés de plus en plus savants, de plus en plus ingénieux, et dont l'utilité et l'importance se tiendront toujours en bonne harmonie avec le progrès. — Par là les intelligences reçoivent une sorte de classification indispensable, établissant leur marche d'opération, leur degré de sublimité.

Les inspirations du peintre, du poète, ne sont plus paralysées par ces détails de préparations, de dispositions d'objets nécessaires à l'accomplissement des idées ; bienfait d'une immense portée, bienfait trop méconnu, bienfait indignement apprécié par ceux surtout qui veulent dénigrer la division du travail, en lui attribuant une espèce d'abrutissement de l'esprit par une trop fréquente reproduction des mêmes choses.

Voudrait-on que Horace Vernet, par exemple, au lieu de méditer la bataille de Mazagran, s'occupât, avant tout, à tisser la toile destinée à recueillir les empreintes de son habile pinceau ? — Exigera-t-on que Lamartine, Victor Hugo, etc., aillent, avant de livrer au papier les produits de leurs verbes brûlantes, aillent arracher eux-mêmes des ailes de la volaille les plumes qui doivent retracer les expressions de leurs paroles ? — Voudra-t-on pour cela les contraindre, eux-mêmes, à faire de l'éducation de la volaille un objet d'occupation spéciale ? — Non ! ce serait le comble de l'absurdité, de la folie ! — A chacun sa spécialité !

C'est de l'ensemble des spécialités diverses, exploitées à part, réunies pour les applications, que résulte le bien de la société, l'aisance du citoyen, la prospérité de la nation ! J. P. R. JUNQUA.

(La suite à un prochain numéro.)

CONDITION DES SOIES.

Ouvrées, 34. — Grèges, 4. — Depuis le commencement du mois, dernier n° sortant, 683.

BOURSE DE LYON DU 20 JUIN.

Chemins de fer.	COMPTANT.		LIQ. COURANTE.		LIQ. PROCHAIN.	
	Premier cours.	Dernier cours.	Premier cours.	Dernier cours.	Premier cours.	Dernier cours.
Paris Orléans	310	310	310	310	310	310
prime d. 10	310	310	310	310	310	310
Paris à Rouen	410	410	410	410	410	410
prime d. 10	410	410	410	410	410	410
Avig. à Mars.	310	310	310	310	310	310
prime d. 10	310	310	310	310	310	310
Vierzon.	310	310	310	310	310	310
prime d. 10	310	310	310	310	310	310
Nord.	310	310	310	310	310	310
prime d. 10	310	310	310	310	310	310
Paris à Lyon.	313 75	315	313 75	315	313 75	315
prime d. 10	313 75	315	313 75	315	313 75	315
Lyon à Avig.	310	310	310	310	310	310
prime d. 10	310	310	310	310	310	310
Montereau.	310	310	310	310	310	310
prime d. 10	310	310	310	310	310	310
Mines (Loire)	217 50	212 50	217 50	212 50	217 50	212 50
prime d. 10	217 50	212 50	217 50	212 50	217 50	212 50
Rente, 5 0/0.	310	310	310	310	310	310

Le gérant responsable : Jacquet.

Lyon. — Imprimerie de GUYOT, Hôtel de la Manécanterie, rue de l'Archevêché, 1.